

Pax americana : de la démocratie libérale comme nouvel instrument de domination

par Alexis Troude

« L'occidentisation est une forme spéciale de colonisation qui implique la création forcée d'un système social et politique de démocratie coloniale dans le pays soumis » (Alexandre Zinoviev, L'Occidentisme).

LE TOTALITARISME DEMOCRATIQUE

A l'heure où les medias officiels consacrent l'avènement de la liberté et de la démocratie en Yougoslavie comme l'aube d'une ère nouvelle, toute une série de questions lancinantes se posent aux Européens.

L'idée de démocratie semble être défendue lorsque cela convient à la situation, mais les manquements à ses règles fondamentales sont allègrement passés au biseau. Les élections municipales au Kosovo, le 28 octobre 2000, sont considérées comme un succès par Bernard Kouchner car durant vingt-quatre heures *"pas un coup de feu n'a été tiré"* ; l'administrateur de la MINUK efface ainsi de l'histoire les 250 000 non-Albanais chassés et les 2000 Serbes tués depuis 1999 sous le regard impuissant des forces internationales. En mars 2002, l'élection d'Ibrahim Rugova par ses pairs comme président de la province du Kosovo est saluée par Jean-Marie Colombani comme l' *« avènement d'une ère nouvelle »*, guidée par le *« Résistant »* Rugova : le rédacteur en chef du Monde feint d'oublier que cette province à majorité albanaise était dirigée depuis 1968 par des Albanais exclusivement et que le *« Résistant »* Rugova a bénéficié, après six mois de tractations interminables, de l'appui de l'AAK, mouvement politique issu de l'organisation terroriste UCK.

Deuxième élément de réflexion, les règles de la démocratie ne sont pas les mêmes pour tout le monde. Ainsi, si la communauté internationale se permet parfois d'estimer que les électeurs d'Europe centrale et orientale sont susceptibles de se tromper en votant car ils n'ont pas de tradition démocratique et de pratiques politiques bien ancrées, elle n'hésite pas à accepter avec enthousiasme les résultats d'un scrutin qui s'est déroulé dans un climat de terreur à l'égard d'une minorité. Ainsi, les trois victoires électorales du candidat Milosevic entre 1992 et 1998 seraient dues à un manque de maturité politique des citoyens de la République Fédérale de Yougoslavie, mais les élections de novembre 2001 dans un Kosovo vidé de la plus grande partie de ses citoyens serbes ne gêne pas l'ONU.

La question majeure est par conséquent celle de la crédibilité des institutions internationales, élément désormais plus important que la volonté des peuples. Aujourd'hui, la mondialisation et le processus d'uniformisation des systèmes politiques sur les critères de la démocratie libérale placent le principe de la respectabilité des instances mondiales au-dessus des libertés individuelles. Ce nouveau dogmatisme veut imposer un système de valeurs à contre-courant de l'évolution des sociétés. Élément plus grave encore: **le monde occidental, à force de vouloir pousser les limites territoriales de la liberté formelle toujours plus loin et de développer à outrance un système culturel monolithique, semble reproduire les mêmes formes de domination qu'il avait combattues, si caractéristiques du soviétisme.**

L'ancien dissident et sociologue Alexandre Zinoviev explique, dans un ouvrage rédigé avant son retour en Russie en juin 1999¹, que l'Occident n'est plus capable de tolérer des espaces de liberté en dehors de ceux contrôlés par les gouvernements. A. Zinoviev constate à cet égard que le système de cooptation et d'auto-protection des classes dirigeantes dans le monde occidental fonctionne à l'identique de cette nomenklatura si souvent montrée du doigt et dénoncée pendant la guerre froide.

¹ ZINOVIEV A., *La grande rupture*, Editions L'Age d'homme, Paris, 1999.

LE DROIT D'INGERENCE COMME COMBAT CONTRE TOUT SYSTEME ALTERNATIF

Devant le spectacle quotidien du règlement des crises internationales par nos gouvernants comme s'il s'agissait d'affaires intérieures, les citoyens sont bien en droit d'être perplexes.

Le gendarme du monde, assisté des puissances respectant l'économie de marché et la démocratie libérale, utilise l'arme économique et humanitaire pour imposer son système de valeurs. Depuis plus de quarante ans, l'île de Cuba est isolée du reste du monde et ses relations commerciales bloquées par les Etats-Unis dans le but affiché de lutter contre le régime castriste réputé dictatorial. L'Irak, berceau d'une des plus anciennes civilisations au monde, est découpé en zones d'interdiction et bombardé régulièrement par une puissance qui prétend ainsi déstabiliser un pouvoir autoritaire. Enfin, n'oublions pas que la Yougoslavie a subi pendant huit ans un embargo financier et économique qui a non seulement détruit le tissu économique du pays, mais a aussi lourdement hypothéqué le développement de ses voisins.

Ces pressions permanentes sur des régimes dits autoritaires n'ont fait que souder le peuple derrière ses dirigeants. Cela démontre l'incompréhension totale de la part des défenseurs du nouveau système mondial sur une donnée historique fondamentale : **l'attachement d'un peuple à sa patrie et à ses représentants - si mauvais fussent-ils - est plus fort que tout modèle universaliste plaqué de façon artificielle sur une culture particulière.**

Par ailleurs, ce traitement inique de la situation de millions d'individus au nom de la défense des valeurs de la démocratie libérale, pose plus que jamais la question du droit d'ingérence. Doit-on continuer à étouffer l'Irak et faire mourir des enfants faute de médicaments, uniquement pour "avoir la peau" d'un dirigeant honni? Dans ce cas, le "shériff" est-il vraiment un justicier? De la même manière, a-t-on réellement le droit, pour "défendre les valeurs de civilisation", de détruire les infrastructures d'un pays tout entier pendant 78 jours et de le condamner ainsi à un retard irrémédiable?

Cela voudrait dire que pour la défense exclusive de notre type de civilisation et de notre type de démocratie, l'usage de la force, placé au-dessus du droit international, est désormais devenu acceptable, anéantissant ainsi des décennies d'efforts pour limiter l'utilisation de la violence comme mode de règlement des relations internationales.

Ainsi, nous devons constater que, soit on considère les nouveaux Etats rebelles (*States of concern*) comme de nouvelles colonies (il n'y a qu'à voir les trépignements de la communauté cubaine aux Etats-Unis devant les promesses d'investissements juteux, ou encore la main-mise des firmes occidentales sur l'économie bosniaque), soit on accepte le fait que l'humanité est parvenue à un moment de son histoire où, parce que la démocratie libérale est le modèle dominant, son installation par la force va de soi.

En fait, le triomphe du libéralisme combiné à la poursuite de l'idée de progrès continu de la civilisation occidentale, aboutit bel et bien à l'étouffement puis à l'éradication de tout système différent. Comme l'écrit A. Zinoviev, "*l'occidentisation de la planète a pour résultat de détruire toute possibilité d'éclosion d'une forme d'évolution nouvelle et différente. En conquérant le monde, l'Occident élimine tous les embryons concurrentiels d'autres types de civilisation et transforme le monde en un désert d'évolution infertile*"². p.281.

Lorsque l'on regarde la situation de l'Europe centrale et orientale, on a l'impression que les initiatives actuelles du monde occidental, riche et bien-pensant, à l'égard des pays de cette région, se justifient par l'ampleur des peines que ces derniers ont endurées pendant des décennies : la détermination à dépecer la Yougoslavie de même que la volonté à s'ingérer dans les affaires de la Russie, n'ont d'égale que la haine du communisme pendant quarante ans.

² ZINOVIEV A., *L'Occidentisme. Essai sur le triomphe d'une idéologie*, Plon, Paris, 1997, p.281.

UNE « TROISIEME VOIE » ETOUFFEE EN EUROPE ORIENTALE

Tout système n'obéissant pas aux règles de l'économie de marché et de la démocratie libérale (donc a priori en inadéquation avec le monde tel qu'il doit être) est désormais considéré comme dangereux et par conséquent susceptible d'être chatié au nom des valeurs de la civilisation. Tel est le cas de la politique d'isolement de Cuba ou de la Yougoslavie de Milosevic. La désignation d'un « axe du mal » est aussi un moyen d'empêcher le développement de puissances nouvelles fondées sur des systèmes politiques différents. La peur de l'apparition de la moindre alternative à la démocratie libérale pousse nos dirigeants à ne les considérer qu'en termes de pays nocifs donc à détruire. L'idée de châtier des « autres » nous renvoie à des modes de pensée moyennâgeux ; la volonté inébranlable de « destruction du mal » repose sur une moralité du doute quant à nos propres valeurs.

Le problème capital pour nos gouvernants est que ces pays représentent, tant du point de vue économique que sur le plan social et culturel, des modèles différents, gênants car offrant la possibilité d'un développement sur des bases autres que celles de l'économie capitaliste. **Une économie autogérée, des libertés sociales et collectives étendues ainsi qu'un mode de règlement des conflits sociaux à l'échelle des localités, montrent l'intolérable possibilité d'une alternative au modèle dominant actuel qui doit être imposé à l'échelle planétaire.** L'empressement à accepter l'éclatement de fédérations, telle la Tchécoslovaquie, ne peut s'expliquer que comme cela. Ce n'est pas un hasard non plus si l'OTAN a détruit pendant ses bombardements plus de la moitié des firmes industrielles publiques de Yougoslavie au printemps 1999.

Plus grave encore, ces modes de fonctionnement étrangers aux conceptions occidentales, reposent sur des histoires particulières propres à chaque nation : voilà ce qui empêche nos décideurs libéraux d'imposer leurs idées en paix. Une forme de démocratie est née en Serbie avec la lutte contre l'opresseur turc et s'était développée autour de la communauté de village, ou *zadruga*. En Russie, le système collectif n'est pas apparu avec les bolcheviks, mais avec le *mir*, qui lui-même reposait sur un pouvoir patriarcal fort. Le développement des libertés coïncide donc avec une démocratie de proximité, loin du système représentatif libéral. C'est pourquoi dans ces deux pays aujourd'hui l'idée fédérale et la prééminence du local sur le national sont fortes. Or une démocratie basée uniquement sur les droits de l'individu ne peut fonctionner dans des civilisations marquées aussi fortement par le collectif : les groupes sociaux et ethniques ont au moins autant d'importance dans l'espace politique que les citoyens.

Ceci a été illustré à plusieurs reprises après la fin de la guerre froide.

Par exemple, les agriculteurs d'Europe orientale ont beaucoup de réticences à accepter la libre-entreprise. Ainsi, lorsqu'en 1994, une loi a été votée en République tchèque, permettant aux paysans de racheter leurs terres, ceux-ci ont dans leur grande majorité refusé de perdre les avantages sociaux en faveur d'une propriété privée hypothétique, ou en tous cas semée d'embûches financières : ils ont préféré largement rester travailler dans des coopératives agricoles. En Russie, le vote communiste aux élections législatives de 1999 est fortement majoritaire dans ces terres agraires du sud et là où les combinats industriels ont laissé des habitudes d'un travail en groupe. Sur la frontière lithuanienne, les pêcheurs, qui avaient la possibilité de privatiser leurs ateliers, ont préféré rester dans une structure collective car « c'est l'esprit russe ».

Sur le plan politique, les libertés formelles passent après le respect des valeurs identitaires et communautaires. Le paradoxe est que les libertés individuelles qui fondent nos sociétés reposent en fait sur des siècles d'organisation communautaire. Par exemple, les Albanais et les Serbes vivaient dans des *vilayets* mitoyens à l'époque ottomane et ont perpétué

des traditions communautaires solides jusqu'à nos jours. En Bosnie le « komsiluk », ou cette faculté impressionnante de laisser la porte ouverte aux voisins à toute heure du jour et de la nuit, est supérieure aux clivages ethniques. Or pourquoi ces pratiques devraient être "inférieures", en terme de rapports sociaux, à celles de l'atomisation régnant en Europe de l'ouest?

Enfin, l'identité culturelle est encore forte dans les pays de "l'Autre Europe". Qui n'a pas été frappé d'entendre sur n'importe quelle station de radio publique en Russie une programmation faite uniquement de chants populaires et folkloriques. Un répertoire chanté pléthorique et la connaissance de poèmes nationaux nombreux font partie de la culture de tout Russe qui se respecte ;

Pour toutes ces raisons le système globaliste, parce qu'il ne comprend pas et ne tolère pas les autres, voudrait les faire disparaître par le biais de l'homogénéisation.

La peur de l'Autre, et plus encore la crainte de voir un système politique et social cohérent et concurrent se développer, expliquent pourquoi les leaders du système libéral attachent autant d'importance à élargir leur domination. Ainsi, confrontés aux risques d'être remis en cause par les systèmes qu'ils combattent, l'empire américain et ses satellites n'ont plus d'autre alternative que d'étendre leur influence sur toujours plus d'autres peuples et toujours plus d'autres cultures, par la guerre économique, par la force guerrière ou par tout autre moyen.

Dans son analyse, A. Zinoviev écrit à cet égard :

*“Le Leviathan occidental a développé en lui, grâce à l'occidentisme, un métabolisme intense. Il a besoin de toujours plus de ressources naturelles, de marchés, de main-d'œuvre bon marché, de sources d'énergie, etc. Or, “ conclut l'écrivain visionnaire, “les possibilités ne sont pas illimitées”.*³

TROUDE Alexis – 18 mars 2002

³ *L'Occidentisme*, p.284.